



**Autorisation de voirie n°22-AV-0373  
portant permission de voirie et autorisation d'entreprendre les travaux**

**RUE DE LA LIBERATION**

Le Maire de la ville de Grasse,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques

**VU** le Code de la voirie routière

**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire)

**VU** le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

**VU** l'arrêté municipal portant délégation de signature en date du 6 juin 2020

**VU** la demande en date du 20/10/2022 par laquelle SARL IVEA demeurant 493, chemin de la Levade 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE représentée par Monsieur Gilbert ROJAS pour le compte de ENEDIS demeurant 1250, chemin de Vallauris 06160 ANTIBES représentée par Monsieur Simon RUMEN demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public :

- réalisation de branchement au réseau d'électricité de l'ALLEE LIONEL MENAGER jusqu'au N°31 DE RUE DE LA LIBERATION

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

**De l'ALLEE LIONEL MENAGER jusqu'au N°31 DE RUE DE LA LIBERATION**

- du 26/10/2022 au 04/11/2022, réalisation de branchement au réseau d'électricité sous la chaussée

**Article 2 - Prescriptions techniques particulières**

Le pétitionnaire veillera à respecter scrupuleusement les prescriptions de l'annexe jointe.

**Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier**

IVEA devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du chantier, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

En cas d'absence d'arrêté permanent pris par les gestionnaires de voirie concernés précisant les modalités de réalisation de chantiers courants, ou de travaux non couverts par ces éventuels arrêtés, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant la circulation et / ou le stationnement.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

IVEA a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour

comme de nuit.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée mise en place.

En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus, sans préjudice de la mise en place d'une signalisation d'urgence, même en l'absence de décision de l'autorité de police.

#### **Article 4 - Implantation, ouverture de chantier et récolement**

Le présent arrêté vaut autorisation d'entreprendre aux dates suivantes, sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation :

- Date de début des travaux : **26/10/2022**
- Date de fin des travaux : **04/11/2022**

La conformité des travaux autorisés sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier et, selon le cas, durant l'exécution des travaux. Le bénéficiaire est tenu d'assurer toutes les facilités d'accès aux services du gestionnaire de la voirie pour effectuer les travaux de contrôle jugés nécessaires.

#### **Article 5 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 6 - Autres formalités administratives**

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

#### **Article 7 - Remise en état des lieux**

Dès l'achèvement des travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

#### **Article 8 - Durée, validité, renouvellement et remise en état**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation est valable pour une durée d'un an à compter de sa notification. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation d'occupation temporaire du domaine public. Une demande de permission de voirie devra être adressée au gestionnaire de voirie, aux fins d'obtenir le titre d'occupation permettant notamment d'éviter que l'occupation par les ouvrages, créés dans le cadre des travaux dont il est fait mention à l'article 1 de la présente autorisation, ne soit considérée comme illégale.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas

d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Grasse, le 26/10/2022

Pour le Maire,

Adjoint au Maire en charge de la gestion du  
domaine public de la voirie, de la circulation et du  
stationnement

**Pascal Pellegrino**

*DIFFUSION :*

- ENEDIS
- SARL IVEA
- Police municipale
- SECRETARIAT GESTION DU DOMAINE PUBLIC

*ANNEXES :*

*Fiche technique de remblaiement et reprise de chaussée*

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

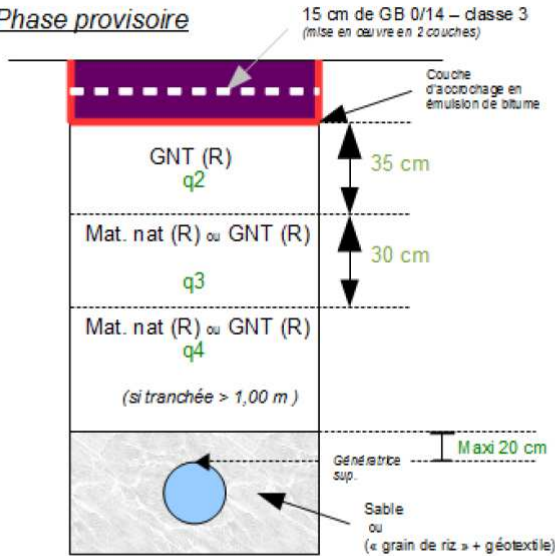
## Tranchée sous chaussée (type I)

**Chaussée moderne**  
Trafic faible

soit: - trafic urbain ou périurbain < 125 PLJ  
- trafic interurbain ou traversées d'agglomérations < 60 PLJ  
- zones industrielles, portuaires, gares routières < 25 PLJ

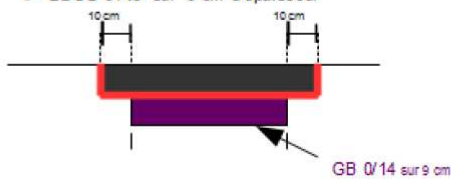
## Tranchée traditionnelle remblayée en matériaux naturels ou recyclés

### Phase provisoire



### Phase définitive

- 1- Rabotage sur une surfaçage de 10 cm
- 2- Epaulement + Couche d'accrochage y compris sur les lèvres de la partie fraisée
- 3- BB SG 0/10 sur 6 cm d'épaisseur



**GNT (R):** Grave naturelle non traitée et / ou Recyclée répondant aux spécifications ci-dessous:

GNT 0/31,5 (GNT 2 selon la norme NF EN 13 285)  
GNT 0/20 (GNT 3 selon la norme NF EN 13 285)  
 $LA_{30}$ ;  $MDE_{25}$ ;  $UF_9$ ;  $LF_4$ ;  $WA_{24} \leq 1$ ;  
 $SE_{50}$  ou  $MB_{2,5}$  (ou  $MB_{0,07} \leq 0,8$ );

**Mat.nat (R):** « Matériau non traités » ou « Tout-venant » naturel et / ou Recyclé

répondant aux spécifications du guide technique « Remblayage des tranchées » du LCPC

\*\*\*\*\*

+ En cas de mise en œuvre d'un unique matériau pour toute la zone « remblai » (PIR et PSR), celui-ci devra répondre aux spécifications de la PSR.

Ex: les matériaux classés **D2**, **B3** sont acceptables en PIR et PSR

Pour les matériaux recyclés, les spécifications supplémentaires, a minima, s'appliquent:

$SS_{0,7}$  (ou  $SS_0$ );  $Rcu_{g,70}$ ;  $X_1$ ;  $FL_5$ ;  
pourcentage d'agrégats d'enrobés < 30%

Critères de refus d'un matériau recyclé:

La mise en œuvre d'une grave recyclée est interdite:  
- en zone inondable ou à proximité d'une nappe phréatique,  
- en remblai contigu à un ouvrage en béton,  
- en remblai sur une canalisation en béton.

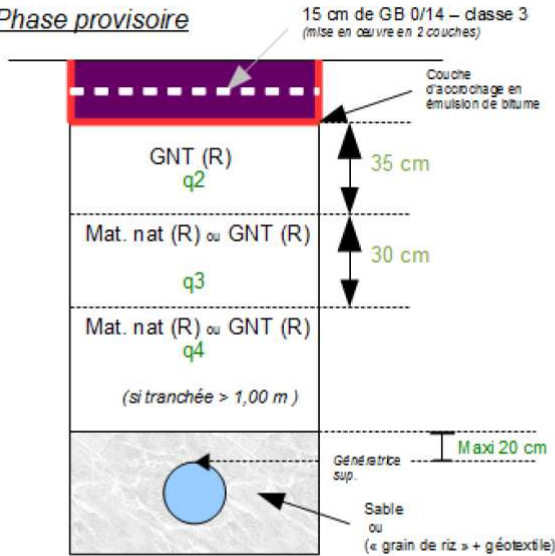
## Tranchée sous chaussée (type I)

**Chaussée moderne**  
Trafic faible

soit: - trafic urbain ou périurbain < 125 PLJ  
- trafic interurbain ou traversées d'agglomérations < 60 PLJ  
- zones industrielles, portuaires, gares routières < 25 PLJ

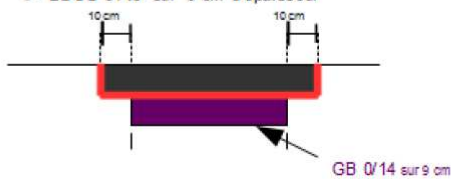
## Tranchée traditionnelle remblayée en matériaux naturels ou recyclés

### Phase provisoire



### Phase définitive

- 1- Rabotage sur une surfaçage de 10 cm
- 2- Epaulement + Couche d'accrochage y compris sur les lèvres de la partie fraisée
- 3- BB SG 0/10 sur 6 cm d'épaisseur



**GNT (R):** Grave naturelle non traitée et / ou Recyclée répondant aux spécifications ci-dessous:

GNT 0/31,5 (GNT 2 selon la norme NF EN 13 285)  
GNT 0/20 (GNT 3 selon la norme NF EN 13 285)  
 $LA_{30}$ ;  $MDE_{25}$ ;  $UF_9$ ;  $LF_4$ ;  $WA_{24} \leq 1$ ;  
 $SE_{50}$  ou  $MB_{2,5}$  (ou  $MB_{0,05} \leq 0,8$ );

**Mat.nat (R):** « Matériau non traités » ou « Tout-venant » naturel et / ou Recyclé

répondant aux spécifications du guide technique « Remblayage des tranchées » du LCPC

\*\*\*\*\*

+ En cas de mise en œuvre d'un unique matériau pour toute la zone « remblai » (PIR et PSR), celui-ci devra répondre aux spécifications de la PSR.

Ex: les matériaux classés **D2**, **B3** sont acceptables en PIR et PSR

Pour les matériaux recyclés, les spécifications supplémentaires, a minima, s'appliquent:

$SS_{0,7}$  (ou  $SS_0$ );  $Rcu_{g,70}$ ;  $X_1$ ;  $FL_5$ ;  
pourcentage d'agrégats d'enrobés < 30%

Critères de refus d'un matériau recyclé:

La mise en œuvre d'une grave recyclée est interdite:  
- en zone inondable ou à proximité d'une nappe phréatique,  
- en remblai contigu à un ouvrage en béton,  
- en remblai sur une canalisation en béton.